



Mairie de  
GARGAS

**ARRÊTÉ**  
**relatif à une autorisation d'ouverture d'un**  
**débit de boissons temporaire à l'occasion d'une**  
**foire, d'une vente ou d'une fête publique organisée**  
**par une association.**

Le Maire de Gargas,

**Vu** le code de la santé publique, notamment ses articles L3321-1, L3334-2 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2131-2, L.2212-1 et L.2212-2 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°SI2010 05 11 040 PREF fixant les horaires d'ouverture et de fermeture des débits de boissons dans le département ;

**Considérant** qu'il appartient au Maire d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique, notamment dans les cafés et autres débits de boissons ;

**Considérant** que toute ouverture de débit de boissons établi à l'occasion d'une manifestation organisée par une association est subordonnée à l'autorisation préalable du Maire ;

**Considérant** la demande en date du 1<sup>er</sup> juin 2026 formulée par M. Yvan ISAAC président de l'association «ACMB - Association Culturelle des Mines de Bruoux», dont le siège est situé 1434 route de Croagnes à GARGAS 84400, à l'occasion d'un spectacle le 30 juillet 2026 qui se déroulera aux Mines de Bruoux.

**ARRÊTE**

**Article 1** : M. Yvan ISAAC président de l'association «ACMB - Association Culturelle des Mines de Bruoux» est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire à GARGAS, aux Mines de Bruoux situées 1434 route de Croagnes à GARGAS 84400 le 30 juillet 2026.

**Article 2** : Le bénéficiaire de la présente autorisation devra se conformer strictement aux prescriptions imposées aux débits de boissons (horaires d'ouverture, protection des mineurs contre l'alcoolisme, répression de l'ivresse publique, etc...).

**Article 3** : Les boissons mises en vente sont limitées à celles comprises dans les groupes suivants :

**Groupe 1** : Boissons sans alcool, eaux minérales ou gazeifiées, jus de fruits ou de légumes non fermentés (ou ne comportant, à la suite d'un début de fermentation, de traces d'alcool supérieures à 1,2 degré), limonades, sirops, infusions, lait, café, thé, chocolat etc.

**Groupe 2** : Abrogé.

**Groupe 3** : Boissons fermentées non distillées et vins doux naturels : vin, bière, cidre, poiré, hydromel, auxquelles sont joints les vins doux naturels, ainsi que les crèmes de cassis et les jus de fruits ou légumes fermentés comportant de 1, 2 à 3 degrés d'alcool, vins de liqueur, apéritifs à base de vin et liqueurs de fraises, framboises, cassis ou cerises, ne titrant pas plus de 18 degrés d'alcool pur.

**Article 4** : Cette autorisation est accordée dans la limite de cinq autorisations par an.

**Article 5** : La réglementation relative aux débits permanents reste applicable notamment en ce qui concerne les horaires d'ouverture et de fermeture.

**Article 6** : Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Il informe que le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, et de sa transmission au représentant de l'État, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nîmes, sis 16 avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 NIMES Cedex 09, ou par l'application informatique « télerecours citoyens » accessible à partir du site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) . Dans ce délai, il pourra être présenté un recours gracieux, prorogeant le délai de recours contentieux, auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Sauf dans le cas où un régime de décision implicite d'acceptation est institué par la loi, le silence gardé pendant plus de deux mois par l'autorité administrative sur une demande vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée devant la juridiction administrative compétente (cf ci-dessus) dans un délai de deux mois.

**Article 7** : Le Directeur Général des Services de la commune, la Gendarmerie d'Apt sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l'Etat et publié et dont ampliation sera transmise à l'intéressé.

Fait à Gargas, le 02 juin 2026



Le Maire,

Jérôme DAUMAS